

2 Débats

Nucléaire: restons pragmatiques

OPINION

Le conseiller fédéral Albert Rösti avait tout juste formulé son souhait de lever l'interdiction de construire de nouveaux réacteurs que les critiques, bien connues, des antinucléaires fusaient déjà de toutes parts. Sans surprise, Les Vert-e-s ont été parmi les premiers à réagir. La présidente du groupe parlementaire, Aline Trede, s'est immédiatement insurgée: «La décision du Conseil fédéral d'autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires est totalement dépassée et il s'agit d'une aberration économique. Personne ne veut davantage de réacteurs, pas même les groupes énergétiques suisses.» Mais dans ce cas, pourquoi interdire l'énergie nucléaire? Une fois de plus, cette réaction révèle davantage un durcissement idéologique qu'une vision objective.

Il est temps de considérer la politique énergétique de la Suisse de manière sobre et réaliste. Les défis qui se posent à notre approvisionnement énergétique, que cela concerne la décarbonation ou la sécurité d'approvisionnement, ne pourront être relevés à la seule force des énergies renouvelables. En tant que source d'énergie stable depuis des décennies et pauvre en émissions, le nucléaire doit rester une composante de la solution.

La levée de l'interdiction n'est pas un laissez-passer pour des projets de construction immédiats, mais une étape nécessaire pour pouvoir conserver l'option. Elle apporte une clarté juridique et renforce la confiance des investisseurs car elle offre une sécurité de planification.

L'énergie nucléaire est souvent opposée, à tort, aux énergies



HANS-ULRICH BIGLER
PRÉSIDENT DU FORUM NUCLÉAIRE SUISSE

La levée de l'interdiction n'est pas un laissez-passer pour des projets de construction immédiats, mais une étape nécessaire pour pouvoir en conserver l'option

renouvelables. Or il ne s'agit pas de choisir «entre l'un et l'autre», mais de choisir «aussi bien l'un que l'autre». Pour pouvoir mener la transition énergétique, nous avons besoin de toutes les technologies respectueuses du climat disponibles, de l'hydraulique au nucléaire en passant par l'éolien et le solaire. Chacune comporte des avantages et des inconvénients, et notre mission est de proposer une combinaison optimale.

L'ouverture technologique est la clé d'une politique énergétique durable. Dans un tel contexte d'incertitudes

mondiales et de défis croissants tel que celui que nous connaissons, nous ne pouvons pas nous permettre de tout miser sur une seule source d'énergie. En l'absence de vent et de soleil, l'énergie nucléaire est le complément idéal aux énergies renouvelables car elle apporte de la stabilité à notre approvisionnement électrique. Fermer la porte au nucléaire de manière unilatérale serait court-termiste et dangereux pour la sécurité énergétique de la Suisse.

D'autres mesures devront accompagner la levée de l'interdiction, par exemple une simplification des procédures d'autorisation afin de supprimer les obstacles inutiles à de futurs projets. C'est ainsi seulement que les opportunités offertes par cette décision pourront être pleinement exploitées.

Par ailleurs, la possibilité de construire de nouveaux réacteurs conforte la poursuite de l'exploitation des réacteurs actuels. En conservant les chaînes d'approvisionnement et en investissant dans la recherche et la formation, non seulement nous garantissons l'avenir des centrales actuelles, mais nous soutenons aussi le développement technologique.

Ainsi, la levée de l'interdiction de construire est une étape pragmatique qui façonnera l'avenir énergétique de la Suisse de manière responsable. Alors au lieu de nous opposer par réflexe, profitons de cette chance pour offrir aux générations futures un approvisionnement sûr, durable et stable. Il est temps de faire tomber les barrières idéologiques et de structurer la politique énergétique avec discernement et clairvoyance. ■

Le faux retour de la France d'avant

RÉSIDENT DE
LA RÉPUBLIQUE



PAUL ACKERMANN
CORRESPONDANT À PARIS

«J'aborde cette période, cette nouvelle page qui s'ouvre, avec beaucoup d'humilité. Peut-être est-ce la sagesse que donnent les cheveux blancs. J'ai dit un jour à Gabriel Attal: «C'est formidable d'être le benjamin mais c'est un titre que l'on perd très vite, et moi je l'ai perdu il y a très longtemps.» Le nouveau premier ministre français Michel Barnier se plaît à répéter à pratiquement chaque prise de parole que l'on ne reste jamais longtemps le petit nouveau. Il le fait en général pour pointer les défauts de son prédécesseur à l'hôtel de Matignon. Mais peut-être ne se rend-il pas compte que c'est aussi un sacré tacle envers celui qui les a tous deux nommés, le président de la République, Emmanuel Macron.

Avec un premier ministre français tout droit sorti des livres d'histoire politique... Avec un Nicolas Sarkozy qui, dans le storytelling de la nomination de Michel Barnier et au travers des noms de ministres envisagés pour son gouvernement, semble tenir sa revanche... Avec un François Hollande omniprésent qui envisage de plus en plus explicitement d'être le candidat à l'élection présidentielle d'un PS qui entend exister bien plus fortement que lors des deux dernières éditions... Bref, avec un gouvernement gaulliste et une opposition socialiste, on peut en effet légitimement se demander où est passé le nouveau monde politique français, celui que devait engendrer l'élection d'Emmanuel Macron en 2017.

Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand, Gérard Larcher, Stéphane Le Foll, Eric Woerth, Bernard Cazeneuve, Dominique de Villepin, Arnaud Montebourg, Manuel Valls... Les poids lourds médiatiques de la rentrée et les noms qui ont bruisé pour prendre des ministères prestigieux dans le futur gouvernement pourraient évoquer un réveil des mammouths de la politique française, que l'on croyait éteints. Mais il ne faut pas s'y tromper, l'ascendant du Parti socialiste et des Républicains reste anecdotique à long terme. Cette renaissance n'en est pas vraiment une. Ce retour au premier plan est une trompe-l'œil.

NOUS RECTIFIONS

Contrairement à ce que nous écrivions dans notre édition du mardi 17 septembre, Donald Trump n'est pas le seul (ex-) président à avoir échappé à deux tentatives d'assassinat. Gerald Ford avait été visé à deux reprises dans le même mois, en septembre 1975, durant son mandat.

C'est effectivement parce que la stratégie agressive de Jean-Luc Mélenchon domine toujours la gauche que le PS ne s'est pas retrouvé au pouvoir ces dernières semaines. Quels qu'aient été les succès du parti de François Mitterrand aux élections européennes et aux législatives anticipées qui ont suivi, c'est l'aile la plus radicale de ce camp qui décide désormais de sa destinée. L'examen ce mardi à l'Assemblée nationale de la proposition mélenchoniste de destitution d'Emmanuel Macron, finalement validé par les socialistes, en est une nouvelle preuve.

Et de l'autre côté du spectre, c'est parce que le Rassemblement national est devenu le parti le plus puissant de France qu'un gouvernement de droite se dessine au bout du compte. Ce n'est qu'en prenant en compte les électeurs et l'influence du RN que l'on peut justifier le choix de ce premier ministre. Le parti de Michel Barnier, lui, ne représente que 8% des députés, c'est une vitrine.

Quant au centre, il est éclaté en mille morceaux dont on voit mal comment ils pourraient se réaligner au cours des deux années qui viennent. Edouard Philippe, Gabriel Attal, Gérard Darmanin, François Bayrou, Bruno Le Maire... Chacun mène sa barque. Le nouveau monde, celui qui pensait pouvoir naviguer au-delà des clivages gauche-droite, laisse donc un boulevard à quelque chose qui n'est pas l'ancien monde mais une autre polarisation, celle qui opposerait gauche radicale et extrême droite. Voilà qui devrait pousser tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans ce grand écart à mettre un peu de côté leurs ambitions personnelles ou présidentielles. Car pour éviter le match des extrêmes en 2027, il faudra laisser émerger un successeur à la tête de ce que les tenants du «macronisme», qui se rendent bien compte que cette appellation a vécu, aiment désormais appeler le «bloc central». ■

Déshabiller Pierre pour habiller Paul, nouveau «motto» de la coopération internationale?

OPINION

Monsieur Cassis voulait concentrer les activités suisses de coopération internationale. Monsieur Cassis voulait mieux affecter les ressources. Monsieur Cassis voulait que, tout en servant ceux de nos partenaires, les programmes de coopération servent aussi les intérêts de notre pays.

Voilà une approche qui, sous réserve d'une analyse par trop fondée sur des dogmes politiques, semblait rationnelle.

Quand bien même l'idée d'une coopération réorientée vers la poursuite de nos intérêts propres, tels que l'ouverture de marchés ou la stabilisation de la migration forcée, s'éloignait de nos plus nobles idéaux et pouvait faire redouter à des esprits chagrins l'émergence d'une prétention impérialiste de l'Helvétie, tout semblait pour le mieux. A condition qu'aucun de nos partenaires étrangers ne se sente pris le couteau sous la gorge.

Notre pays, aux antipodes de la «politique de puissance» qui caractérise tant de grandes nations opulentes, entendait produire avec relativement peu de moyens des résultats concrets et bénéfiques dans des régions du monde qui n'avaient pas été choisies pour leur importance géostratégique mais pour les besoins de leur population. Sans tambour ni trompette. La Suisse était plutôt exemplaire. Inscrivant sa coopération dans le long terme, établissant des objectifs mesurés et mesurables, s'appuyant sur un dialogue politique, humanitaire et économique sérieux, les bases fondamentales d'un engagement efficace semblaient posées.

Jusqu'à ce que certains conseillers fédéraux, dont M. Cassis, et des parlementaires, se mettent à tout passer cul par-dessus tête. Jusqu'à ce qu'un brûlant et irrésistible désir leur prenne de s'afficher à tout prix et pour peu d'effets dans le théâtre politico-



PATRICK MAYER
OFFICIER SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE, MEMBRE
DU MOUVEMENT GENEVOIS
«LIBERTÉS ET JUSTICE SOCIALE»

Les besoins ukrainiens ont tout à coup envahi la scène, au prix de l'abandon partiel de nos programmes de développement dans les autres pays

médiatique continental. Les besoins ukrainiens ont tout à coup envahi la scène, entraînant nos autorités dans une valse de financements dispendieux. Avec quels effets possibles en bout de course? Certainement pas celui de rivaliser sur le futur marché ukrainien avec les grands de ce monde. Encore moins celui d'obtenir *sui generis* des résultats concrets s'agissant de la reconstruction imaginée du pays. Mais au prix de l'abandon partiel de nos programmes de développement dans les autres pays. Au prix d'une attitude que ces pays, ces peuples, engagés auprès de nous comme nous le sommes auprès d'eux, pourraient juger comme étant très méprisante. Au prix peut-être d'une brèche sérieuse dans une relation de confiance.

«Il n'existe pas de règle générale concernant la répartition de l'aide entre les pays, expliquait le professeur honoraire de l'Unil François-Xavier Merrien. En Suisse se pratique une politique sélective. Il est évident qu'il est impossible d'intervenir partout. Un certain nombre de pays sont donc choisis pour recevoir une aide significative.» Et d'ajouter: «Le soutien se construit sur le long terme.»

A cette brusque inflexion des priorités et des programmes se greffe désormais la satisfaction des besoins de l'ossature de notre sécurité qui en est cependant, et paradoxalement, devenue le parent pauvre: l'armée. Dans notre pays prospère qui se met à claironner des ambitions urbi et orbi, on veut – soudain, il a de nouveau été compris que la guerre ou l'insécurité pouvait être à nos portes et même se propager dans la maison – on veut moderniser d'urgence l'outil de défense. Ne nous méprenons pas: l'équipement et l'armement fleurent l'obsolescence; il serait grandement avisé d'y investir massivement sans plus tarder. Ce qui est désolant, c'est qu'on ne trouve aucune autre façon de le faire qu'en sabrant encore dans les ressources jusqu'à présent dévolues à la coopération internationale. On n'ose pas imaginer les dégâts à la réputation de fiabilité de la Suisse!

Et, pour rester centrés sur la justification politique interne de ces propositions étonnantes, on relèvera que la priorité donnée à l'Ukraine au détriment de nos partenaires de long terme et que l'exigence, au profit des investissements dans l'armée, de réduire les efforts d'une coopération internationale qui a aussi pour but de servir notre sécurité prennent un nom: «déshabiller Pierre pour habiller Paul». Le serpent se mord la queue. Espérons que nos autorités se raviseront très vite. ■